Charles Millon : «Un service national d'un mois serait une mesure purement symbolique !»

FIGAROVOX/ENTRETIEN – Il était Ministre de la défense lors de la fin du service militaire. Charles Millon assume et explique pourquoi l'armée n'est pas une «assistante sociale», tout en encourageant les mouvements d'éducation populaire qu'il juge plus efficaces qu'un service national au rabais.

Charles Millon a été ministre de la Défense du gouvernement Alain Juppé, de 1995 à 1997. Il a fondé en 2015 le mouvement politique «l'Avant-Garde».

FIGAROVOX.- Vous êtes le Ministre de la défense qui, sous la Présidence de Jacques Chirac, a initié et fait voter la suppression du service national. Est-ce une décision que vous regrettez aujourd'hui?

Charles MILLON.- Pas une seconde. La mission première d'une armée est la défense du pays, sur le territoire national et hors du territoire. Face à la montée des nouvelles menaces, face aux guerres asymétriques, face au cyber-terrorisme, c'est d'une armée de plus en plus technique et de plus en plus spécialisée dont nous avons besoin. La professionnalisation de l'armée que nous avons entreprise avec le Président Chirac était indispensable et a répondu à l'attente de l'ensemble de la hiérarchie militaire, largement consultée pendant de longs mois.

> *L'armée de métier ne peut pas être la variable d'ajustement des manquements d'autres acteurs de la société.*

Je tiens à préciser que cette suppression du service national s'accompagnait d'un volet visant à renforcer l'éducation populaire associative: chantiers de réfections de monuments historiques, scoutisme, éducation par le sport… Après la dissolution de 1997, les gouvernements qui se sont succédé ont simplement renoncé à ce volet qui était une mesure d'accompagnement utile.

Dans le contexte actuel marqué par les attentats et la dissolution de l'unité nationale, êtes-vous d'accord avec Emmanuel Macron sur la nécessité de «refonder le lien entre l'armée et la nation»?

Non, dans cette expression on mélange tout. Je pense les Français très conscients de la qualité, la compétence et l'abnégation de leurs militaires – plus que jamais peut-être – et je crois que ce lien, loin d'être rompu, est au contraire renforcé.

Par contre, qu'il faille retisser des liens sociaux dans notre pays est une évidence: l'hyper-individualisme et l'ultra-matérialisme ambiants déchirent le tissu social et il y a urgence à y remédier. L'armée de métier, comme l'écrivait le Général de Gaulle, ne peut pas être la variable d'ajustement des manquements d'autres acteurs de la société ; elle n'est pas l'assistante sociale d'une France fragilisée.

Je suis favorable à la création d'un Pass d'éducation populaire qui aiderait les familles et les associations, et inciterait les jeunes à s'investir dans le bénévolat. Celui-ci se ferait en liaison avec les collectivités locales, pour agir au plus proche des personnes.

Le lien avec la jeunesse pourrait aussi se faire par une réforme ambitieuse de l'armée de réserve ; celle-ci pourrait largement doubler en passant des accords avec les entreprises (nous les avions négociés dès 1996…), pour permettre et inciter leurs jeunes salariés à participer à la réserve. Ce système est d'ailleurs mis en place dans tous les pays ayant supprimé le service national obligatoire.

Mais en renonçant à l'universalité du service national, ne perd-on pas une formidable opportunité de brasser toutes les couches sociales?

Le brassage social n'existait plus depuis longtemps, c'est une chimère de plus. La mixité et la cohésion sociale avaient peu à peu disparu: à un bout de la chaîne, tous ceux qui ne savaient pas lire ou n'arrivaient pas à s'intégrer étaient exemptés (environ 15 %) et, à l'autre bout un grand nombre des appelés arrivaient à trouver des postes pour rendre leur service national plus «doux», grâce à leurs relations. Enfin, la grande masse était affectée à côté de chez elle, près de sa famille et de ses amis, et continuait de vaquer à un certain nombre de ses activités.

Le service national ne participait donc plus du tout à la cohésion nationale.

Je crois que si le brassage doit se faire, et il doit se faire, c'est à l'Éducation nationale mais aussi aux territoires, aux mouvements de jeunes, et à d'autres pans de la vie sociale de s'en charger, pas à l'armée professionnelle dont le pays a plus que jamais besoin.

> *Le service national ne participait plus du tout à la cohésion nationale.*

Que pensez-vous de la solution intermédiaire, celle du service civique obligatoire?

On parle d'un mois, à l'âge de 16 ans, c'est bien cela? On est dans le symbolique, et le Président de la République aime les symboles…

Cela me semble peu réaliste à mettre en œuvre concrètement. Si les jeunes n'y vont pas, va-t-on envoyer les gendarmes?

Je rappelle qu'à l'époque où le service national était obligatoire, on avait été obligé de réformer l'objection de conscience, tant les appelés renâclaient. Qui va rendre obligatoire un service civique? Et surtout, comment sanctionner en cas de non-respect de cette obligation? Tout cela est illusoire, et coûteux.

Le texte sur le site du Figaro

Charles Millon : Comment l'Europe va t'elle assumer sa future défense ?

TV Libertés émission Porte Voix
Charles Millon : Comment l'Europe va t'elle assumer sa future défense ?

Charles Millon : pourquoi le retour du service national est une fausse bonne idée

Charles Millon : « Le retour d’un service militaire est impossible »

Charles Millon : « Le retour d’un service militaire est impossible »

INTERVIEW

– Ancien ministre de la Défense de Jacques Chirac (1995-1997), Charles Millon est à l'origine de la suppression du service militaire qui fut entérinée ensuite par la gauche. L'ancien élu de centre-droit évoque le débat autour de la création d'un nouveau service national, demandé par des élus de gauche comme de droite et qui devrait être évoqué par François Hollande jeudi.

Souhaitez-vous le retour d'un service national en France?

Si l'objectif est d'aider à l'éducation des jeunes Français – qu'ils soient d'origine immigrée ou non -, cela doit se passer davantage dans les familles, dans les mouvements d'éducation populaire ou dans les écoles plutôt qu'à travers un service qui serait à reconstituer. L'éducation nationale, en racontant l'histoire de France, doit déjà permettre de renforcer les liens entre les Français et leur pays. Cela me parait plus sage que d'inventer un système qu'on n'arrivera pas à mettre en œuvre.

Faut-il redonner à cet engagement un caractère militaire?

Ce service ne peut pas être militaire. Cela me parait difficile à mettre en œuvre, sinon impossible. Et il n'y a plus aucun pays au monde, en dehors de ceux en situation de guerre ou qui ont des régimes totalitaires, qui aient encore un service militaire.

Certains nostalgiques peuvent regretter le brassage social que permettait le service militaire…

Ceux qui disent cela ne connaissent pas le problème. Quand on a supprimé le service militaire, 15% des appelés issus du bas de l'échelle sociale étaient déjà exemptés parce qu'ils ne parlaient pas suffisamment bien français et n'avaient

pas de formation suffisante. Les 15% de l'échelle du haut étaient peu inquiétés car ils pouvaient obtenir des postes importants dans l'armée. Donc le brassage… Je dis cela d'autant plus qu'à l'époque où j'ai été nommé ministre de la Défense, j'étais très favorable à la conscription. Mais après trois mois de travail, on a constaté que le service militaire coûtait extrêmement cher et qu'il faisait obstacle à la mise en œuvre d'une armée professionnelle.

« La France a la maladie de vouloir toujours instaurer quelque chose d'unique »

Cette réforme a-t-elle été difficile à mener?

Non. Mais on aurait voulu mettre en place une plus grande réserve militaire, de plusieurs centaines de milliers de personnes, comme aux Etats-Unis. On aurait également espéré qu'un service civique puisse se développer parallèlement mais avec le changement de gouvernement en 1997, cela n'a pas été possible.

Faut-il néanmoins aller plus loin que le service civique en place depuis 2010?

Le service civique peut avoir des formes extrêmement multiples. Il y a des dizaines, des centaines, des milliers d'initiatives qui peuvent être prises. On peut nettoyer les forêts ou réhabiliter des vieux bâtiments. Certains préfèreront rester dans leur village, d'autres aller à l'étranger. Que l'Etat permette aux jeunes de poursuivre un idéal et que la collectivité publique créée les conditions pour porter cela me paraitrait plus intelligent.

Doit-on rendre ce service obligatoire?

C'est impossible! S'il était obligatoire, quelles seraient les sanctions infligées à ceux qui ne le font pas? Allons-nous les mettre en prison? Ce serait aberrant. Même les différents responsables associatifs ne voudraient pas de jeunes qui viennent travailler contre leur gré.

Faut-il indemniser ce service?

Il faut voir cela au cas par cas. Certains voudront être indemnisés pour préparer la suite de leurs études, d'autres préfèreront vivre la pure aventure et ne rechercheront pas forcément une rémunération. La France a la maladie de vouloir toujours instaurer quelque chose d'unique, uniformisé à tous et qui s'avérera en fait inadapté à 95% des personnes.

Arnaud Focraud – leJDD.fr

mercredi 04 février 2015

« Charlie »: école, service militaire… Il n'y pas de solution miracle. Il faut tout revoir

D'autres – comme Charles Millon – s'opposent à ce retour du service national, arguant, dans une interview donnée au Figaro.fr, que la France, tout comme la grande majorité des autres pays démocratiques, n'a plus d'armée de conscription mais une armée de métier, le plus souvent appelée sur des opérations extérieures, ces fameuses « opex » au mali, en Afghanistan ou ailleurs.

Millon rappelant aussi l'hypocrisie d'un système qui épargnait les « 15 % de jeunes d'origine étrangère », « les 15% de planqués du haut » et les 70% restants qui faisaient tout pour être exemptés, planqués ou tout au moins le plus près possible de chez papa-maman.

Charles Millon, ministre de la Défense à l'époque de la suppression du service militaire obligatoire, conclue que ce n'est pas à l'armée de faire le boulot de l'école ni aux militaires de servir d'éducateurs spécialisés et qu'on « ne peut pas croire qu'en augmentant le nombre de soldats, on va gonfler le patriotisme français ». Il propose plutôt une armée de réserve élargie sur la base du volontariat et le subventionnement des mouvements d'éducation populaire.

« Tous ces jeunes qui cherchent des ‘petits boulots’ pendant l’été, envoyons-les nettoyer les forêts, restaurer les monuments historiques en ruines, ou partir à l’étranger faire du co-développement ! »

Publié le 20-01-2015 à 16h16 – L’obs le plus

http://leplus.nouvelobs.com/…/1309186-charlie-ecole-service…

« Charlie »: école, service militaire… Il n’y pas de solution miracle. Il faut tout revoir
LE PLUS. Depuis l’attentat de « Charlie Hebdo » et la prise d’otages de la Porte de Vincennes, faute de coupables à juger, tout le monde s’empresse d’en chercher….
leplus.nouvelobs.com|Par Dom Bochel Guégan

Charles Millon : « L’armée n’a pas pour vocation de remplacer l’école »

Charles Millon : « L’armée n’a pas pour vocation de remplacer l’école »

Par Eugénie Bastié

- Publié le 19/01/2015 à 14:07

Ministre de la Défense à l'époque de la suppression du service militaire obligatoire, Charles Millon analyse la possibilité du rétablissement d'un service national, prôné à l'heure actuelle par certains responsables politiques.

LE FIGARO: Lorsque vous étiez ministre de la Défense en 1997, vous étiez en charge du dossier de la réforme du service national. Vous avez prôné sa suppression, qui a eu lieu. Pourquoi?

CHARLES MILLON: Quand j'ai été nommé ministre au début, j'étais favorable à la conscription. C'est après trois mois d'études à la demande de Jacques Chirac que je me suis rendu compte que cette position était intenable, financièrement, et opérationnellement parlant. Nous sommes passés d'une armée de conscription à une armée professionnelle. Aujourd'hui, une armée de conscription serait inutile à la France pour faire face à ses engagements militaires. Ceux qui veulent être convaincus de la nécessité de cette réforme n'ont qu'à regarder toutes les opérations extérieures dans laquelle l'armée française est engagée aujourd'hui: au Mali, au Niger, contre l'État islamique en Syrie, nous avons besoin d'une armée réactive à la pointe des techniques les plus sophistiquées, qui soit capable par sa formation professionnelle et technique de répondre à une guerre de plus en plus asymétrique. La deuxième raison, c'est bien évidement le coût. A une époque où l'on parle d'une réduction des dépenses dans tous les secteurs, où ira-t-on prendre l'argent nécessaire?

Certains vantent pourtant la «mixité sociale» qu'on trouvait dans les casernes. Le service militaire ne permettait-il pas aussi de forger l'unité nationale?

A l'époque où l'on envisageait la suppression du service national, la mixité sociale avait déjà totalement disparu. Le «bas» était réformé, car 15% des jeunes étaient exemptés parce qu'ils étaient d'origine étrangère, qu'ils ne parlaient pas français, et que l'armée française n'avait pas les éducateurs pour intégrer ces jeunes. Il y avait aussi les 15% de «planqués» du haut, et les 70% autres avaient une affectation rapprochée et effectuaient un service militaire mixte entre leurs familles et la caserne. Les jeunes ne pensaient qu'à une seule chose: la quille.

L'armée n'est pas un idéal, c'est un moyen au service d'un idéal. On ne peut pas croire qu'en augmentant le nombre de soldats, on va gonfler le patriotisme français. Le rétablissement du service militaire est une idée sorti du carquois sous le coup de l'émotion, qui mériterait d'être davantage réflechie.

> *On ne peut pas avoir les moyens d'être à la fois une armée de combat et un centre éducatif. On ne va pas transformer l'armée en grand camp scout !*
>
> *Charles Millon*

D'aucuns réclament son rétablissement, ou du moins l'instauration d'un «service civique obligatoire». Cela vous paraît-il réalisable?

La réponse du service militaire est inadaptée à la crise que traverse notre pays. Il n'y a plus aucune armée de conscription dans les démocraties libérales, hormis Israël qui est en état de guerre. Le problème n'est pas militaire, il est éducatif, et l'armée n'a pas pour vocation de remplacer l'école, elle ne peut pas avoir la charge d'encadrer la jeunesse de France. On ne peut pas avoir les moyens d'être à la fois une armée de combat et un centre éducatif. On ne va pas transformer l'armée en grand camp scout!

Le problème du service civique, c'est le coût. Qui va encadrer ces jeunes? Demandez aux militaires qui ont consacré leurs vies à ce métier s'ils ont envie de devenir éducateurs spécialisés!

Alors, quelle serait la solution pour répondre à la soif d'engagement des jeunes Français?

Une des solutions, qu'on avait proposées à l'époque, serait d'avoir une armée de réserve élargie sur la base du volontariat. Avant le service militaire, il y a les lieux d'éducation: la famille, l'école, et les mouvements d'éducation populaire, type scoutisme. L'autre solution serait donc de développer ces mouvements d'éducation populaire, de les subventionner en masse. Tous ces jeunes qui cherchent des «petits boulots» pendant l'été, envoyons-les nettoyer les forêts, restaurer les monuments historiques en ruines, ou partir à l'étranger faire du co-développement!

**Charles Millon a été ministre de la Défense du gouvernement Alain Juppé, de 1995 à 1997.*

Crise Ukrainienne

Publié par Charles Millon · 27 août 2014, 11:00
Nous sommes en 14, mais de quel siècle ?

Face à l'affaire ukrainienne, on peut s'interroger :s'agit-il du XXème ou du XXIème ?

En effet, en 1914 l'Europe s'embrasait par un subtil et pervers jeu d'alliance à la suite d'une sombre affaire balkanique et se déclarait à elle-même cette première guerre qui avant d'être mondiale fut une dramatique guerre civile, dont le résultat fut l'effondrement des grandes puissances européennes, la perte de leur influence et de leur rayonnement, et l'émergence de l'imperium illimité des Etats-Unis.

Aujourd'hui, c'est avec cette Russie dont l'histoire politique et culturelle, civile et religieuse témoigne de l'intégration dans la civilisation européenne que le Vieux continent menace de rompre des liens séculaires, par aveuglement ou par ineptie géopolitique.

Il est de la responsabilité des grands dirigeants du monde européen d'y réfléchir à deux fois avant que de s'aligner uniment sur les positions de l'ONU et des Etats-

Unis. L'histoire ne pardonne pas deux fois la même erreur – si tant est d'ailleurs qu'elle nous ait pardonné la première.

Le premier devoir des Européens,s'ils veulent exister en tant que puissance, est le discernement.

Quel est aujourd'hui l'ennemi, celui qui menace intrinsèquement la stabilité,l'équilibre, l'harmonie et à terme l'existence de l'Europe, ce continent aux racines judéo-chrétiennes et à la double personnalité orientale et occidentale ?

Certainement pas les Russes ou Vladimir Poutine :aujourd'hui, l'ennemi de l'Europe, c'est évidemment d'abord l'islamisme radical dans son expression politique, démographique et surtout terroriste. Et sous un angle économique et civilisationnel, l'Inde ou la Chine dont la volonté d'expansion ne nous fera pas de quartier.

Les raisons de la crise ukrainienne touchent bien entendu aux difficultés de maturation d'une identité propre à un peuple, mais aussi à notre incapacité à nous mettre autour d'une table avec la puissance russe pour discuter diplomatiquement.

Le drame du vol de la Malaysia Airlines, même si l'on en ignore encore les responsables, démontre qu'à trop tarder à agir, on risque l'enlisement dans une sale guerre.

Les institutions européennes actuelles restent pendantes sur les questions de politique étrangère et de défense.

Chacun tire à hue et à dia, et manifestement, les intérêts immédiats de l'Allemagne ou de certains pays d'Europe centrale ne sont pas les mêmes que ceux de la France vis-à-vis de l'Ukraine et de la Russie.

Est-ce une raison pour ne pas initier une politique européenne et attendre que finisse le face-à-face Poutine-Obama ?

Non, l'Europe, du fait de sa proximité géographique et culturelle avec la Russie doit enfin devenir son premier interlocuteur dans ces « marches » que sont l'Ukraine ou la Biélorussie.

Le sentiment antirusse développé par certaines de nos élites, au motif que la grande nation ouralienne ne répondrait pas aux stricts critères démocratiques n'a pas sa place dans cette politique et dans ces négociations.

L'Europe doit participer activement à l'élaboration d'une fédération ukrainienne, solution qui s'impose évidemment.

Conférer de l'autonomie à la Crimée comme à d'autres territoires, notamment en suivant les lignes de partage des langues maternelles des populations est notre affaire, avec la Russie, bien plus que celle de l'administration de la Maison blanche.

L'Europe a beaucoup à partager avec son voisin russe, ne serait-ce qu'au point de vue de l'héritage culturel, religieux, littéraire et artistique qui nous est commun.

Nous avons du mal à nous comprendre avec la Russie de Vladimir Poutine : ce n'est certainement pas notre seule faute.

Poutine est-il un le si grand stratège que l'on dépeint ?

Au-delà de ses manifestations de force, hier en Géorgie, aujourd'hui en Ukraine, qu'elles soient à visage découvert ou masquées, il ne faut pas oublier que le dirigeant russe a besoin de mener une politique étrangère forte pour faire oublier à son peuple son échec interne.

Ainsi,l'économie russe actuelle ne se porte pas bien : Poutine a certes mis au pas les oligarques qui avaient prospéré sous Elstine, mais ça a été pour les remplacer par d'autres, aux ordres du Kremlin, mais qui perpétuent tout de même l'image d'une société à deux vitesses où une minuscule élite nargue un peuple toujours pauvre, désencastré de l'économie mondiale, à la démographie toujours faible et à l'espérance de vie pitoyable.

De même, le fantasme d'une Russie homogène culturellement et religieusement est à déconstruire : les banlieues de Moscou sont pleines de ressortissants des Républiques musulmanes d'Asie centrale et si Poutine joue le matador face au péril islamiste, arguant de la lointaine expérience russe avec les Tatars, il n'est pas interdit de croire que la Russie très chrétienne se réveille demain avec des apprentis-terroristes sur son sol, ou tout simplement avec des minorités revendicatives.

Et la très puissante manifestation du racisme en Russie, couplée à un mépris, pour le moins, vis-à-vis des personnes homosexuelles, ne plaide pas en faveur de l'harmonie sociale.

La Russie, enfin, reste extrêmement dépendante de son économie d'exportation de matières premières,principalement dans le domaine des hydrocarbures et des minerais. La richesse de ses sous-sols, incontestable, a tendance à écraser le reste des secteurs économiques et met le pays à la merci des variations de prix mondiales, comme la crise de 2007-2008 l'a prouvé.

Tous ces paramètres que nous venons d'énumérer doivent être pris en compte, ensemble, par les Européens s'ils veulent pouvoir penser une nouvelle relation, apaisée et ferme, avec le grand voisin aux 140 millions d'habitants.

Certainement, la Russie est un pays qui fait montre d'un fort nationalisme : mais est-il finalement plus puissant et plus agressif que celui des Etats-Unis, de la Chine ou de l'Inde ?

La question ne se situe pas précisément ici en fait, mais plutôt dans la capacité que nous avons à appréhender cette semi-étrangeté que constitue pour des Européens centraux et de l'ouest cet immense continent, et globalement tout le monde historiquement orthodoxe.

Héritier de Byzance, de la Grèce autant que des Khanats mongols, l'espace civilisationnel russe nous est comme un cousin lointain, plein de ressemblances qui parfois sont des pièges pour ce qu'elles recèlent de différences latentes.

Mais ce cousin nous est peut-être aussi proche finalement que le cousin américain : nous nous ressemblons, notamment dans le façonnement historique par le christianisme, mais nos christianismes eux-mêmes sont différents.

Nos espaces géographiques sont foncièrement antithétiques et partant le rapport des population à la géographie : comme les Américains, les Russes sont les conquérants de grands espaces sauvages et rudes, à la différence des Européens qui habitent un jardin parfaitement ordonné et domestiqué.

Nos mœurs sont différentes et pourtant elles se rejoignent dans une certaine idée de l'universel, de l'homme,des rapports familiaux, de la place donnée à la femme et, dans la théorie au moins, dans notre compréhension des droits de l'homme.

La Russie demeure un voisin sauvage mais qui s’est aussi constitué depuis deux siècles en empruntant des traits déterminants à la culture européenne.

Ainsi, deux urgences s’imposent à la politique étrangère européenne et à sa diplomatie : la première, calmer la tendance « paranoïaque » russe actuelle, persuadée que l’occident en général veut sa destruction ; la seconde, marquer fermement les limites de l’influence russe, notamment en Ukraine.

Ces deux préalables sont les conditions sine qua non pour que se réveille la politique étrangère européenne,c’est-à-dire qu’elle redevienne indépendante et forte, non pour asseoir une illusoire puissance, mais pour perpétuer la paix là où elle existe encore dans le monde.